



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada

Pacific Region

401 - 1230 Government Street
Victoria, B.C.

V8W 3X4

Bid Fax: (250) 363-3344

REQUEST FOR PROPOSAL

DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific
Region

401 - 1230 Government Street

Victoria, B. C.

V8W 3X4

Title - Sujet CCGS Grenfell - Davit		
Solicitation No. - N° de l'invitation F1782-20C100/A	Date 2020-01-30	
Client Reference No. - N° de référence du client F1782-20C100		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$XLV-242-7923		
File No. - N° de dossier XLV-9-42199 (242)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-03-11		Time Zone Fuseau horaire Pacific Standard Time PST
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Szczesniak, Michal		Buyer Id - Id de l'acheteur xlv242
Telephone No. - N° de téléphone (250) 507-0647 ()		FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Fisheries and Oceans Canada See herein		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	2
1.1 INTRODUCTION	2
1.2 SOMMAIRE.....	2
1.3 COMPTE RENDU	3
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS.....	4
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION	5
2.4 LOIS APPLICABLES	5
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	6
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	6
PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	9
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	9
4.2 ÉVALUATION FINANCIÈRE	9
4.3 MÉTHODE DE SÉLECTION - CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES.....	10
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	11
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION.....	11
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	11
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	13
6.1 BESOIN	13
6.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	13
6.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	13
6.4 DURÉE DU CONTRAT	14
6.5 RESPONSABLES.....	14
6.6 PAIEMENT	15
6.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	16
6.8 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	16
6.9 LOIS APPLICABLES	16
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	16
6.11 ASSURANCE – AUCUNE EXIGENCE PARTICULIÈRE.....	16
6.12 INSTRUCTIONS D'EXPÉDITION	17
BARÈME A	
BASE DE PAIEMENT	
ANNEXE A	
ÉNONCÉ DES BESOINS TECHNIQUES (EBT)	
ANNEXE « 1 » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE	
ANNEXE « 1 » À LA PARTIE 4 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	
PLAN D'ÉVALUATION DE LA SOUMISSION TECHNIQUE	
ANNEXE « 1 » DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	
PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION	

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des barèmes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
Partie 7	Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les barèmes comprennent la Base de paiement.

Les annexes comprennent l'Énoncé des besoins techniques (EBT), le Plan d'évaluation de la soumission technique et divers formulaires.

1.2 Sommaire

La Garde côtière canadienne (GCC) souhaite acquérir un (1) bossoir et un (1) crochet délesteur pour la mise à l'eau et la récupération d'un Zodiac 753 et avoir l'option d'acquérir tout au plus deux (2) ensembles supplémentaires.

La GCC souhaite également un (1) bossoir distinct et un (1) deuxième crochet délesteur pour la mise à l'eau et la récupération d'un Zodiac 472 et avoir l'option d'acquérir tout au plus deux (2) ensembles supplémentaires.

La présente demande de soumissions définit les besoins.

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et la partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) (également connu sous le nom de Services publics et Approvisionnement Canada) se charge de ces acquisitions au nom de la Garde côtière canadienne. Toutes les demandes de renseignements ayant trait à la demande de soumissions doivent être adressées uniquement à l'autorité contractante dont le nom est indiqué dans la demande de soumissions.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), (2019-03-04) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante : les soumissionnaires doivent donc le lire et en comprendre le contenu avant de présenter une soumission.

Le paragraphe 05.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : « 60 jours »; et

Insérer : « 75 jours ».

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions :

Adresse :

Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Région du Pacifique
401-1230, rue Government
Victoria (Colombie-Britannique) V8V 3X4

Adresse courriel pour le service Connexion postal :

TPSGC.RPReceptiondessoumissions-PRBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2003](#), ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postal si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

Numéro de télécopieur pour les soumissions :

250-363-3344

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante d'ici le 2 mars 2020. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Colombie-Britannique, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

3.1.1 Structure de la soumission

- a) Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 du document 2003, Instructions uniformisées. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique
Section II : Soumission financière
Section III : Attestations

- b) Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur papier, le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (2 copies papier)
Section II : Soumission financière (1 copie papier)
Section III : Attestations (1 copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

- c) Si le soumissionnaire transmet simultanément des copies de sa soumission en utilisant plusieurs moyens de livraison acceptables, et s'il y a un écart entre le libellé de l'une de ces copies et la copie électronique fournie par le service Connexion postel, le libellé de la copie électronique fournie par le service Connexion postel aura préséance.
- d) Les prix ne doivent figurer que dans la soumission financière. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre partie de la soumission.

3.1.2 Format de la soumission

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a. utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
b. utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions :

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement, la Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Le Canada évaluera uniquement les documents fournis avec la soumission de l'entrepreneur. Le Canada n'évaluera pas les manuels ou les brochures techniques qui n'accompagnent pas la soumission, ou les renseignements fournis par renvoi (p. ex., renvois à un site Web).

3.1.3 Aucune soumission conditionnelle

La soumission présentée par le soumissionnaire ne doit pas être conditionnelle. Toute condition imposée par le soumissionnaire aura pour conséquence de rendre la soumission non recevable et de l'éliminer du processus.

3.1.4 Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions.

Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques.

Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

3.1.4.1 Information substantielle

Les soumissionnaires doivent démontrer leur conformité aux exigences de la demande de soumissions en fournissant des renseignements substantiels décrivant complètement et en détail comment chacun des critères obligatoires énumérés à l'annexe 1 de la partie 4 de la demande de soumissions (Plan d'évaluation de la soumission technique) est respecté.

3.1.5 Section II : Soumission financière

3.1.5.1 Soumission de prix

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission de prix conformément au Barème A, en dollars canadiens, et répondre à chaque élément de prix indiqué dans ce barème.

3.1.5.2 Paiement électronique des factures – Soumission

Si le soumissionnaire est disposé à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, il doit remplir l'Annexe 1 de la Partie 3 de la demande de soumission afin de préciser lesquels sont acceptés.

Si l'Annexe 1 de la Partie 3 de la demande de soumissions n'a pas été remplie, on considérera que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des modes de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.5.3 Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.

3.1.5.4 Dates de livraison

Bien que la livraison des biens et services requis soit demandée pour le 1^{er} juillet 2020, le soumissionnaire doit indiquer la meilleure livraison qu'il puisse offrir dans le Barème A (Base de paiement) pour les biens et services requis ainsi que les biens et services optionnels.

3.1.6 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a. Les soumissions seront évaluées en fonction de toutes les exigences figurant dans la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation technique et financière.
- b. Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- c. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils indépendants ou à des personnes-ressources pour évaluer les soumissions, en totalité ou en partie. Chaque membre de l'équipe chargée de l'évaluation ne participera pas nécessairement à tous les aspects de l'évaluation.
- d. Si le Canada a pris une décision selon laquelle une soumission n'a pas satisfait à un élément obligatoire de la demande de soumissions, le Canada se réserve le droit de ne pas poursuivre l'évaluation de la soumission et peut estimer que celle-ci est non recevable.

4.2 Évaluation financière

1. Les prix des soumissions seront évalués en dollars canadiens, taxes applicables en sus, mais droits de douane inclus.
2. On utilisera l'équation de « prix évalué » suivante pour déterminer le prix évalué de la soumission en fonction des prix indiqués par le soumissionnaire au Barème A (Base de paiement).

En ce qui concerne les articles énumérés au Barème A :

Prix évalué

$$\begin{aligned} &= \text{Prix unitaire ferme de l'article 1} \\ &+ \text{Prix unitaire ferme de l'article 2} \\ &+ \text{Prix unitaire ferme de l'article 3} \\ &+ \text{Prix unitaire ferme de l'article 4} \\ &+ (2,00 \times \text{Prix unitaire ferme de l'article 101}) \\ &+ (0,25 \times \text{Prix unitaire ferme de l'article 102}) \\ &+ (0,10 \times \text{Prix unitaire ferme de l'article 103}) \\ &+ (2,00 \times \text{Prix unitaire ferme de l'article 104}) \\ &+ (0,25 \times \text{Prix unitaire ferme de l'article 105}) \\ &+ (0,10 \times \text{Prix unitaire ferme de l'article 106}) \\ &+ (0,20 \times \text{Prix unitaire ferme de l'article 107}) \\ &+ (0,10 \times \text{Prix unitaire ferme de l'article 108}) \end{aligned}$$

3. Les facteurs utilisés dans l'équation du « prix évalué » sont uniquement aux fins de l'évaluation de la soumission.
Il n'est pas garanti que les chiffres utilisés pour les articles 101 à 108 dans l'équation du « prix évalué » soient équivalents aux quantités effectivement achetées.

4.3 Méthode de sélection - Critères techniques obligatoires

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, s'il y a lieu, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web Intégrité – Formulaire de déclaration (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission, mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou l'un de ces renseignements supplémentaires n'est pas rempli et fourni tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Besoin

6.1.1 Besoin

L'entrepreneur doit fournir au Canada les biens, les services (ou les deux) qui sont décrits dans le contrat, y compris dans l'ensemble des annexes et des barèmes, ainsi que dans tout autre document identifié, conformément aux prix et/ou aux taux énoncés dans le contrat.

6.1.2 Biens et(ou) services optionnels

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services (ou les deux) qui sont décrits dans le contrat, y compris dans l'ensemble des annexes et des barèmes, ainsi que dans tout autre document identifié, conformément aux prix et/ou aux taux énoncés dans le contrat.

Les options peuvent uniquement être exercées par l'autorité contractante, et seront attestées, pour des raisons administratives, au moyen d'une modification du contrat. L'autorité contractante peut exercer les options à plusieurs reprises ainsi qu'à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

6.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.2.1 Conditions générales

[2030](#) (2018-06-21), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.2.2 Conditions générales supplémentaires

Le document Conditions générales supplémentaires [4006](#) (2010-08-16), L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

6.3 Exigences relatives à la sécurité

Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat commence à la date d'attribution du contrat et elle prend fin le 31 juillet 2021 inclusivement.

6.4.2 Dates de livraison

L'entrepreneur doit terminer la livraison au plus tard aux dates de livraison indiquées au Barème A.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Michal Szczesniak
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Programme des approvisionnements
Région du Pacifique – Acquisitions, Secteur maritime
1230, rue Government, bureau 401
Victoria (Colombie-Britannique) V8W 3X4
Téléphone : 250.507.0647
Courriel : michal.szczesniak@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

< le chargé de projet sera annoncé au moment de l'octroi du contrat >

Le chargé de projet est le représentant de la Garde côtière canadienne. Il est responsable de la livraison complète du projet. Le chargé de projet supervise toutes les questions relatives au projet, y compris le contenu technique et le contenu relatif à la gestion continue du projet au nom de la Garde côtière canadienne. On peut discuter des questions relatives au projet avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à apporter à l'Énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentants de l'entrepreneur

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Courriel : _____

6.6 Paiement

6.6.1.1 Base de paiement – Prix ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé les prix fermes indiqués dans le Barème A. Les droits de douane sont compris et les taxes applicables sont en sus.

6.6.2 Limite de prix

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.6.3 Paiements multiples

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque des unités auront été terminées et livrées conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada; et
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

6.6.4 Paiement électronique de factures – contrat *(selon le cas)*

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement).

6.6.5 Taxes – Entrepreneur établi à l'étranger *(s'il y a lieu)*

Sauf indication contraire dans le contrat, le prix ne comprend aucune taxe fédérale d'accise, taxe locale ou d'état, de vente ou d'utilisation, aucune autre taxe de nature semblable, ni autre taxe canadienne, quelle qu'elle soit. Le prix comprend toutefois toutes les autres taxes. Si les travaux sont normalement assujettis à la taxe fédérale d'accise, le Canada fournira à l'entrepreneur, sur demande, un certificat d'exemption de ladite taxe fédérale d'accise sous la forme prescrite par les règlements fédéraux.

Le Canada fournira à l'entrepreneur les preuves d'exportation qui peuvent être demandées par les autorités fiscales. Si le Canada omettait de le faire, et qu'en conséquence l'entrepreneur doit payer la taxe fédérale d'accise, le Canada remboursera l'entrepreneur si l'entrepreneur prend les mesures que le Canada peut exiger pour recouvrer tout paiement effectué par l'entrepreneur. L'entrepreneur doit rembourser au Canada tout montant ainsi recouvré.

6.7 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément à l'information exigée dans la section Présentation des factures des Conditions générales.

La facture électronique doit d'abord être envoyée pour vérification à :

< à communiquer lors de l'attribution du marché >.

À l'attention de :

< à communiquer lors de l'attribution du marché >.

Veuillez indiquer le numéro de dossier dans la ligne d'objet du courriel.

La facture doit être établie à l'ordre de : < à communiquer lors de l'attribution du marché >.

6.8 Attestations et renseignements supplémentaires

6.8.1 Conformité

À moins d'indications contraires, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a. les articles de la convention;
- b. le Barème A, Base de paiement;
- c. les conditions générales supplémentaires 4006 (2010-08-16), L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- d. les conditions générales 2030 (2018-06-21), Conditions générales – besoins plus complexes de biens;
- e. l'annexe A, Énoncé des besoins techniques (EBT);
- f. la soumission de l'entrepreneur datée du _____.

6.11 Assurance – aucune exigence particulière

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne la diminue.

6.12 Instructions d'expédition

6.12.1 Instructions de livraison

1. Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans Barème A et livrés : rendu droits acquittés (RDA) (destination spécifiée) selon les Incoterms 2010.
2. L'entrepreneur doit assumer l'ensemble des frais de livraison et d'administration, les coûts et les risques liés au transport et au dédouanement, y compris le paiement des droits de douane, des dédouanements à l'importation et des taxes applicables.
3. L'entrepreneur doit livrer les biens sur rendez-vous seulement. L'entrepreneur ou son transporteur doit prendre rendez-vous pour la livraison en communiquant avec le contact désigné au moins deux (2) jours ouvrables avant la date de livraison. Le destinataire peut refuser les livraisons si aucun rendez-vous n'a été fixé.

6.12.2 Matériaux d'emballage en bois

Tous les matériaux d'emballage en bois utilisés dans l'expédition doivent satisfaire aux exigences de la Norme internationale pour les mesures phytosanitaires (NIMP) no 15 - Réglementation des matériaux d'emballage en bois utilisés dans le commerce international (NIMP 15)

(<https://www.ippc.int/fr/core-activities/standards-setting/ispms>).

Pour de plus amples informations sur les programmes canadiens d'importation et d'exportation, consulter les directives ci-dessous de l'Agence canadienne d'inspection des aliments :

D-98-08 - Exigences relatives à l'entrée au Canada des matériaux d'emballage en bois produits dans toute région du monde autre que la zone continentale des États-Unis

(<http://www.inspection.gc.ca/vegetaux/protection-des-vegetaux/directives/forets/d-98-08/fra/1323963831423/1323964135993>)

D-13-01 – Programme canadien de certification des produits de bois traités à la chaleur (Programme TC)

(<http://www.inspection.gc.ca/vegetaux/forets/exportation/programme-tc/fra/1319462565070/1319462677967>).

6.12.3 Marchandises dangereuses / produits dangereux - conformité de l'étiquetage et de l'emballage

1. L'entrepreneur doit assurer un étiquetage et emballage appropriés en vue de la fourniture et de l'expédition de marchandises dangereuses/produits dangereux au gouvernement du Canada.
2. L'entrepreneur sera tenu responsable des dommages causés par un emballage, étiquetage ou transport inapproprié de marchandises dangereuses/produits dangereux.
3. L'entrepreneur doit clairement marquer le pourcentage de matières dangereuses en volume sur toutes les étiquettes de marchandise. À défaut de le faire, l'entrepreneur sera tenu responsable des dommages causés au cours du déplacement des marchandises dangereuses/produits dangereux par des véhicules ou des employés du gouvernement.
4. L'entrepreneur doit respecter toutes les lois applicables relatives aux marchandises dangereuses/produits dangereux.

6.12.4 Transport de marchandises dangereuses/produits dangereux

L'entrepreneur doit obtenir l'autorisation du ministère des Transports pour transporter des marchandises dangereuses/produits dangereux avant que le transporteur puisse accepter un affrètement impliquant le transport de marchandises dangereuses/produits dangereux.

6.12.5 Transport des marchandises dangereuses/produits dangereux

L'entrepreneur doit étiqueter et expédier les marchandises dangereuses/produits dangereux visés par la Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/t-19.01/>), ch. 34 et la Loi sur les produits dangereux (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/H-3/>), L.R.C. (1985), ch. H-3 et leur(s) règlement(s) conformément à ces dites lois et règlement(s), et être accompagnés des fiches de données de sécurité exigées, remplies en anglais et en français.

6.12.6 Livraison de marchandises dangereuses/produits dangereux

1. L'entrepreneur doit marquer les marchandises dangereuses/produits dangereux qui sont classés comme dangereux comme suit :
 - a. contenant utilisé pour le transport - conformément à la Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/T-19.01/>), ch. 34; et
 - b. contenant pour produit immédiat - conformément à la Loi sur les produits dangereux (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/H-3/>), L.R., 1985, ch. H-3.
2. L'entrepreneur doit fournir les fiches de données de sécurité bilingues comportant tout numéro de nomenclature de l'OTAN applicable comme suit :
 - a. deux (2) copies papier :
 - i. une (1) copie à joindre à l'envoi;
 - ii. une (1) copie à envoyer par la poste à l'adresse suivante :
< à insérer à l'attribution du contrat >
 - b. une (1) copie à envoyer dans n'importe quel format électronique à l'adresse suivante :
< à insérer à l'attribution du contrat >
3. L'entrepreneur sera responsable des dommages causés par un emballage, étiquetage ou transport inapproprié de ces marchandises dangereuses/produits dangereux.
4. L'entrepreneur doit respecter tous les règlements relatifs aux marchandises dangereuses/produits dangereux prévus par les lois fédérales, provinciales et municipales.
5. L'entrepreneur doit communiquer avec le responsable technique au moins 72 heures avant la date prévue de livraison des marchandises dangereuses ou produits dangereux afin d'établir le calendrier de réception.

BARÈME A

BASE DE PAIEMENT

Instructions à l'intention des soumissionnaires :

Le soumissionnaire doit fournir les renseignements demandés et remplir les tableaux des sections 3 et 4 du Barème A comme suit :

- a. Tous les prix doivent être en dollars canadiens.*
- b. Tous les prix doivent comprendre les droits de douane.*
- c. Tous les prix ne doivent pas comprendre les taxes applicables.*
- d. Le soumissionnaire doit fournir le prix ferme de chaque article indiqué dans les sections suivantes :
 - i. section 3 (Biens et services requis); et*
 - ii. section 4 (Biens et(ou) services optionnels);**
- e. Le soumissionnaire doit proposer des dates en jours civils à compter de la date de la commande - Ces dates proposées seront utilisées comme dates de livraison fermes pour tout contrat subséquent;*
- f. Le soumissionnaire doit, pour tout élément de coût qu'il ne compte pas charger au Canada, entrer la somme de 0,00 \$ dans la case appropriée; si un élément de coût est laissé vide, le Canada y inscrira lui-même un montant de 0,00 \$;*
- g. Le soumissionnaire doit tenir compte de toute remarque associée à un élément livrable en particulier ou à un élément de coût.*

Remarque : Les présentes instructions en italique à l'intention des soumissionnaires ne seront pas comprises dans tout contrat subséquent.

1. Généralités

Les prix comprennent les droits de douane, mais les taxes applicables sont en sus.

2. Devise

Tous les prix sont en dollars canadiens.

3. Biens et services requis

N° d'art.	Courte description de l'article	Quantité maximale	Prix unitaire ferme	Date de livraison
001	Un bossoir et un crochet délesteur pour la mise à l'eau et la récupération d'un Zodiac 753 ainsi que tout équipement et document connexe	1		Dans un délai de ____ jours civils suivant la réception de la commande.
002	Livraison complète de l'article 001 Rendu droits acquittés (DDP Génie maritime de la GCC, 9860, chemin Saanich Ouest, Sidney (Colombie-Britannique) V8L 4B2 Canada Incoterms 2010	1		Dans un délai de ____ jours civils suivant la réception de la commande.
003	Un bossoir et un crochet délesteur pour la mise à l'eau et la récupération d'un Zodiac 472 ainsi que tout équipement et document connexe	1		Dans un délai de ____ jours civils suivant la réception de la commande.
004	Livraison complète de l'article 003 Rendu droits acquittés (DDP Génie maritime de la GCC, 9860, chemin Saanich Ouest, Sidney (Colombie-Britannique) V8L 4B2 Canada Incoterms 2010	1		Dans un délai de ____ jours civils suivant la réception de la commande.

4. Biens et(ou) services optionnels

N° d'art.	Courte description de l'article	Quantité maximale	Prix unitaire ferme	Date de livraison
101	Un bossoir et un crochet délesteur pour la mise à l'eau et la récupération d'un Zodiac 753 ainsi que tout équipement et document connexe	2		Dans un délai de ____ jours civils suivant la réception de la commande.
102	Livraison complète de <u>quantité 1</u> de l'article 101, Rendu droits acquittés (DDP Génie maritime de la GCC, 9860, chemin Saanich Ouest, Sidney (Colombie-Britannique) V8L 4B2 Canada Incoterms 2010	2 commandes livrées séparément		Dans un délai de ____ jours civils suivant la réception de la commande.
103	Livraison complète de <u>quantité 2</u> de l'article 101, Rendu droits acquittés (DDP Génie maritime de la GCC, 9860, chemin Saanich Ouest, Sidney (Colombie-Britannique) V8L 4B2 Canada Incoterms 2010	1 livraison		Dans un délai de ____ jours civils suivant la réception de la commande.
104	Un bossoir et un crochet délesteur pour la mise à l'eau et la récupération d'un Zodiac 472 ainsi que tout équipement et document connexe	2		Dans un délai de ____ jours civils suivant la réception de la commande.
105	Livraison complète de <u>quantité 1</u> de l'article 104, Rendu droits acquittés (DDP Génie maritime de la GCC, 9860, chemin Saanich Ouest, Sidney (Colombie-Britannique) V8L 4B2 Canada Incoterms 2010	2 commandes livrées séparément		Dans un délai de ____ jours civils suivant la réception de la commande.
106	Livraison complète de <u>quantité 2</u> de l'article 104, Rendu droits acquittés (DDP Génie maritime de la GCC, 9860, chemin Saanich Ouest, Sidney (Colombie-Britannique) V8L 4B2 Canada Incoterms 2010	1 livraison		Dans un délai de ____ jours civils suivant la réception de la commande.

N° d'art.	Courte description de l'article	Quantité maximale	Prix unitaire ferme	Date de livraison
107	Livraison complète de <u>quantité 1</u> de l'article 101 et de <u>quantité 1</u> de l'article 104, Rendu droits acquittés (DDP Génie maritime de la GCC, 9860, chemin Saanich Ouest, Sidney (Colombie-Britannique) V8L 4B2 Canada Incoterms 2010	2 commandes livrées séparément		Dans un délai de ____ jours civils suivant la réception de la commande.
108	Livraison complète de <u>quantité 2</u> de l'article 101 et de <u>quantité 2</u> de l'article 104, Rendu droits acquittés (DDP Génie maritime de la GCC, 9860, chemin Saanich Ouest, Sidney (Colombie-Britannique) V8L 4B2 Canada Incoterms 2010	1 livraison		Dans un délai de ____ jours civils suivant la réception de la commande.

5. Modifications aux dates de livraison

La date de livraison est un critère essentiel du présent contrat. Sauf en cas de circonstances de retard justifiable conformément à l'article 11 (Retard justifiable) des Conditions générales 2030, toute modification de la ou des dates de livraison précisées dans le contrat portera préjudice au Canada et pourra, à la discrétion du Canada, entraîner les conséquences suivantes :

- a. Résiliation du contrat conformément à l'article 31 (Manquement de la part de l'entrepreneur) : L'entrepreneur sera redevable envers le Canada des pertes et dommages subis par celui-ci en raison du manquement ou de l'événement sur lequel l'avis était fondé, y compris l'augmentation du coût découlant de l'exécution des travaux par quelqu'un d'autre;
- b. Possibilité de modificatif contractuel : La ou les dates de livraison ne seront pas reportées si l'entrepreneur n'offre pas de compensation sous forme de rajustement des prix, de garanties et/ou de biens ou de services à fournir;
- c. L'exécution de toute mesure applicable énoncée dans les politiques de rendement des fournisseurs établies par le Canada.

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES BESOINS TECHNIQUES (EBT)

17.5 BOSSOIRS POUR ZODIACS 753 ET 472

17.5.A Identification

- A.1** Le Canada exige un bossoir et un crochet délesteur pour la mise à l'eau et la récupération d'un Zodiac 753, et une option pour au plus deux jeux supplémentaires.
- A.2** Le Canada exige un bossoir séparé et un second crochet délesteur pour la mise à l'eau et la récupération d'un Zodiac 472, et une option pour au plus deux jeux supplémentaires.

17.5.B Références

B.1 Données sur l'équipement

B.1.1 Caractéristiques mécaniques :

- a) L'installation sur le Sir Wilfred Grenfell sera assurée par un autre fournisseur.

B.1.2 Circuit électrique :

- a) Raccordement au système électrique à courant alternatif de 440 volts existant du Sir Wilfred Grenfell qui doit être fourni par un autre fournisseur.

B.1.3 Détails du Zodiac 753 et exigences connexes relatives au bossoir pour le Zodiac 753 :

- a) Longueur : 8,05 m
- b) Poids total du Zodiac : 4 930 kg
- c) Charge de travail minimale admissible sur bossoir : 5 000 kg
- d) Largeur maximale admissible du bossoir (largeur de pont disponible) : 4 m
- e) Longueur maximale admissible du bossoir (longueur de pont disponible) : 8,05 m
- f) Poids total maximal admissible du bossoir sans le Zodiac : 8 000 kg
- g) Hauteur du pont au-dessus de la ligne de flottaison : 6,4 m
- h) Course minimale des chutes de câble pour abaisser le Zodiac : hauteur du bossoir au-dessus du pont, plus hauteur du pont au-dessus de la ligne de flottaison (6,4 m), plus 4 m pour l'état de la mer

i) Hauteur minimale des chantiers d'embarcation jusqu'au crochet : 3,00 m

B.1.4 Détails du Zodiac 472 et exigences connexes relatives au bossoir pour le Zodiac 472 :

a) Longueur : 4,7 m

b) Poids total du Zodiac : 854 kg

c) Charge de travail minimale admissible sur bossoir : 1 400 kg

d) Largeur maximale admissible du bossoir (largeur de pont disponible) : 3 m

e) Longueur maximale admissible du bossoir (longueur de pont disponible) : 4,7 m

f) Poids total maximal admissible du bossoir sans le Zodiac : 3 000 kg

g) Hauteur du pont au-dessus de la ligne de flottaison : 7,3 m

h) Course minimale des chutes de câble pour abaisser le Zodiac : hauteur du bossoir au-dessus du pont, plus hauteur du pont au-dessus de la ligne de flottaison (7,3 m), plus 4 m pour l'état de la mer

i) Hauteur minimale des chantiers d'embarcation jusqu'au crochet : 2,08 m

B.2 Dessins

B.2.1 Les dessins suivants doivent être considérés comme des dessins de référence :

Numéro du dessin	TITRE DU DESSIN	Nombre de feuilles
S. O.	Disposition générale du Zodiac 753	2
S. O.	Disposition générale du Zodiac 472	2

B.3 Règlements et normes

B.3.1 Les normes et règlements suivants s'appliquent aux travaux effectués. L'entrepreneur doit s'assurer que tous les travaux réalisés dans cette section respectent les normes et règlements qui suivent, ainsi que tout autre règlement ou norme applicable des gouvernements fédéral et provinciaux/territoriaux :

a) Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL) de l'Organisation maritime internationale (OMI);

b) Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS) de l'OMI;

- c) Recueil international de règles relatives aux engins de sauvetage de l'OMI;
- d) Norme ISO 9000 de l'Organisation internationale de normalisation (ISO);
- e) Marquage de protection internationale selon la norme 60529 de la CEI;
- f) *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* (LMMC 2001);
- g) *Règlement sur l'équipement de sauvetage* de la LMMC;
- h) Normes d'électricité régissant les navires (TP 127) de la LMMC
- i) Procédures d'homologation des engins de sauvetage et des systèmes, des équipements et des produits de protection contre l'incendie (TP 14612) de la LMMC;
- j) Règles et règlements de classification des navires d'une organisation reconnue (OR) par Transports Canada telle que :
 - i) American Bureau of Shipping;
 - ii) Bureau Veritas;
 - iii) ClassNK;
 - iv) DNV GL;
 - v) Korean Register;
 - vi) Lloyd's Register;
 - vii) RINA Services, SpA.

17.5.C Énoncé des travaux

- C.1** L'entrepreneur doit fournir la preuve à l'effet que les fabricants d'équipement d'origine de chaque bossoir proposé disposent d'une certification valide conforme à la plus récente version de la norme ISO 9000.
- C.2** L'entrepreneur doit fournir une fiche technique et le certificat d'approbation de type connexe pour chaque bossoir et crochet associés.
- C.3** L'entrepreneur doit livrer les bossoirs à un seul point de levage avec nacelle approuvés par une OR et conformes au chapitre III de la partie V de la Convention SOLAS, chacun devant satisfaire aux exigences suivantes :

- C.3.1 le concept répond aux exigences de manutention des Zodiacs (utilisation quotidienne) pour les embarcations énumérées ci-dessus aux points 17.5.B.1.3 et 17.5.B.1.4 respectivement;
- C.3.2 le concept est en cours de production;
- C.3.3 trois lettres de recommandation positives provenant d'officiers de navires différents munis du bossoir envoyées au fabricant d'équipement d'origine et datées depuis le 1^{er} janvier 2015;
- C.3.4 la charge de travail admissible est supérieure au poids total indiqué pour les embarcations (Zodiacs) chargées avec leur équipage et des marchandises;
- C.3.5 l'embarcation peut être mise à l'eau avec tout le personnel et l'équipement, lorsque le navire présente un angle d'assiette inférieur à 10° et un angle de gîte de 20°;
- C.3.6 la conception doit permettre de stabiliser le Zodiac sur le pont des embarcations et l'empêcher de basculer en raison de l'état de la mer pendant la mise à l'eau et la récupération;
- C.3.7 la conception offre une hauteur des cales jusqu'au crochet qui est supérieure à la distance entre l'anneau de la bride de levage et le fond du Zodiac;
- C.3.8 tous les composants principaux du bossoir doivent se trouver à l'intérieur de celui-ci (bossoir entièrement fermé);
- C.3.9 tous les composants, y compris les commandes du groupe hydraulique et l'embarcation arrimée, doivent respecter les longueurs, largeurs et poids maximaux admissibles énumérés ci-dessus dans les données sur l'équipement;
- C.3.10 un groupe hydraulique de 440 V c.a. doit être suffisant pour chacun des modes de fonctionnement;
- C.3.11 un accumulateur hydraulique doit être suffisant pour une seule mise à l'eau d'une embarcation en position d'arrimage, avec possibilité de mise à l'eau par gravité en cas d'urgence;
- C.3.12 tous les câbles doivent être des câbles en acier galvanisés antigiratoires;
- C.3.13 un dispositif de largage en charge (crochet délesteur) doit être installé;
- C.3.14 un dispositif de levage et d'abaissement par commande hydraulique avec commande de levage lent locale;
- C.3.15 les raccords hydrauliques doivent être fabriqués d'acier inoxydable 316 à l'épreuve de la corrosion;

- C.3.16 le levage manuel est possible (en cas de panne hydraulique);
- C.3.17 la récupération à haute vitesse est d'environ 48 mètres par minute et la conception offre un contrôle proportionnel des faibles vitesses jusqu'à l'atteinte d'une vitesse sécuritaire;
- C.3.18 l'équipement peut fonctionner dans la plage de températures suivante (exigences minimales) : de -20 degrés Celsius à + 50 degrés Celsius;
- C.3.19 l'équipement est certifié conformément aux exigences de la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS) de l'Organisation maritime internationale (OMI);
- C.3.20 tous les raccordements électriques sont conformes à la norme 60529 IP66 de la CEI (les normes IP67 et NEMA 6 sont également acceptées);
- C.3.21 l'équipement offre une fonction d'abaissement, de levage et d'arrêt d'urgence à distance;
- C.3.22 tous les moteurs sont équipés d'un système de chauffage anti-condensation;
- C.3.23 l'équipement comprend des chutes de câble antigiratoires;
- C.3.24 les livrables doivent comprendre un support pour embarcation qui maintient de façon rigide l'embarcation sur sa quille lorsqu'elle est rangée;
- C.3.25 la structure de l'équipement doit être décapée au jet abrasif jusqu'à l'obtention d'un état de surface d'au moins 2,5 micromètres;
- C.3.26 la structure de l'équipement doit être munie d'un revêtement composé d'au moins trois couches de peinture pour le milieu marin, d'une épaisseur totale de feuil sec de 250 micromètres, de couleur beige/buff: couleur ONGC 1GP12c couche de finition 504-107;
- C.3.27 Uniquement pour le Zodiac 753 : l'entrepreneur doit fournir un mode de compensation active du pilonnement (compensation des vagues) et d'absorption des chocs dans une mer de force 5 selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM).
- C.4** L'entrepreneur doit fournir une télécommande à bouton-poussoir avec commande d'abaissement, une commande de levage et un arrêt d'urgence de type champignon.
 - C.4.1 La télécommande doit également permettre la commande d'un levage lent.
- C.5** L'entrepreneur doit fournir une échelle d'embarquement.

C.6 L'entrepreneur doit fournir toutes les instructions ou tous les marquages qui accompagnent les engins de sauvetage ou qui sont imprimés directement sur les appareils en français et en anglais (conformément à la *Loi sur la marine marchande du Canada*). Les marquages doivent être bien visibles, imperméables et résistants aux intempéries.

C.7 Garantie

C.7.1 Aux fins de l'installation, il peut être nécessaire de séparer les divers composants et de les réassembler par la suite. S'il faut les séparer et les réassembler, la garantie doit demeurer en vigueur.

C.7.2 L'entrepreneur doit indiquer si la garantie nécessite qu'un représentant détaché installe le groupe et le mette en service.

17.5.D Preuve de rendement

D.1 Points d'inspection

D.1.1 L'entrepreneur doit démontrer à l'autorité technique que les procédures d'essai d'acceptation en usine pour les unités livrées ont été effectuées dans les installations du fabricant.

D.2 Essais

D.2.1 L'entrepreneur doit démontrer à l'autorité technique que le fonctionnement des bossoirs et de l'équipement délesteur en utilisant une charge égale à 1,1 fois le poids total du Zodiac (voir les données sur l'équipement ci-dessus) a été testé dans les installations du fabricant.

D.2.2 L'entrepreneur doit indiquer si des essais doivent être réalisés lors de l'installation afin de bénéficier de la garantie relative à l'équipement, et doit fournir un plan pour ces essais.

D.3 Certificats

D.3.1 L'entrepreneur doit fournir les documents suivants avant l'acceptation :

- a) le certificat d'approbation d'une OR (classification);
- b) le certificat de conformité à la Convention SOLAS de l'OMI;
- c) les données d'acceptation en usine;
- d) le certificat des câbles métalliques et des moufles de palans;
- e) le certificat des essais de charge en usine pour les treuils;

f) le certificat des essais de charge en usine pour la structure d'acier du bossoir.

D.4 Documents

D.4.1 L'entrepreneur doit fournir les documents suivants :

- a) les spécifications du bossoir répondant aux exigences, y compris la hauteur du crochet par rapport au fond de l'embarcation;
- b) les certificats d'approbation de type du bossoir;
- c) la certification ISO 9000 du fabricant d'origine;
- d) trois lettres de recommandation pour chaque bossoir.

D.4.2 Toute la documentation finale doit être fournie dans les deux langues officielles (anglais et français), soit : une (1) copie électronique de chaque document en format PDF et dans le format éditable source d'origine, dans la dernière version de Word, Excel ou AutoCad, par clé USB ou FTP (et non par courriel), dans les deux langues officielles (anglais et français). Trois (3) copies papier de chaque document en anglais, imprimées sur un papier de 24 livres sans acide, alors que deux (2) copies doivent être reliées à l'intérieur de couvertures rigides et la troisième doit être placée à l'intérieur d'un cartable à trois anneaux; une (1) copie papier de chacun des documents en français, ceux-ci étant imprimés sur un papier de 24 livres sans acide et reliés librement à l'intérieur d'un cartable à trois anneaux. L'entrepreneur doit fournir les documents suivants moins d'un (1) mois après l'attribution du contrat :

- a) le dessin de disposition générale du bossoir à l'échelle et comportant toutes les dimensions;
- b) le dessin de disposition générale du groupe hydraulique à l'échelle et comportant toutes les dimensions;
- c) la configuration et les dimensions de montage (peuvent faire partie du dessin de disposition générale);
- d) les exigences en matière de renforcement du pont (peuvent faire partie du dessin de disposition générale);
- e) le poids du bossoir et les cotes indiquant la position du centre de gravité (peuvent faire partie du dessin de disposition générale);
- f) le schéma électrique;
- g) le schéma hydraulique;

- h) les procédures d'essais d'acceptation en usine;
- i) la liste de contrôle de la Commission;
- j) les instructions d'entretien;
- k) les instructions d'utilisation;
- l) les instructions/procédures d'installation;
- m) la procédure d'essai en charge;
- n) la liste des lubrifiants;
- o) la liste des pièces de rechange consommables;
- p) la liste des pièces;
- q) la liste des pièces de rechange en fonction du cycle de vie;
- r) la liste d'outils spéciaux;
- s) les procédures de dépannage.

D.5 Formation – Sans objet

ANNEXE « 1 » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA;
- () Carte d'achat MasterCard;
- () Dépôt direct (national et international);
- () Échange de données informatisées (EDI);
- () Virement télégraphique (international seulement).

ANNEXE 1 À LA PARTIE 4 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS

PLAN D'ÉVALUATION DE SOUMISSION TECHNIQUE

1. La partie technique de la soumission sera évaluée en fonction des critères d'évaluation technique obligatoires suivants :

Article	Annexe A – Référence	Critères d'évaluation technique obligatoires	Renvoi à la soumission
1		L'offre doit démontrer que le bossoir et le crochet d'échappement proposés pour le Zodiac 753 répondent aux critères suivants :	
	17.5.B B.1.3.a	(a) Mise à l'eau et récupération d'un Zodiac 753 avec une longueur de 8,05 m	
	17.5.B B.1.3.b	(b) Poids total du Zodiac : 4 930 kg	
	17.5.B B.1.3.c	(c) Charge de travail minimale admissible sur bossoir : 5 000 kg	
	17.5.B B.1.3.d	(d) Largeur maximale admissible du bossoir (largeur de pont disponible) : 4 m	
	17.5.B B.1.3.e	(e) Longueur maximale admissible du bossoir (longueur de pont disponible) : 8,05 m	
	17.5.B B.1.3.f	(f) Poids total maximal admissible du bossoir sans le Zodiac : 8 000 kg	
	17.5.B B.1.3.g	(g) Hauteur du pont au-dessus de la ligne de flottaison : 6,4 m	
	17.5.B B.1.3.h	(h) Course minimale des chutes de câble pour abaisser le Zodiac : hauteur du bossoir au-dessus du pont, plus hauteur du pont au-dessus de la ligne de flottaison (6,4 m), plus 4 m pour l'état de la mer	
	17.5.B B.1.3.i	(i) Hauteur minimale des chantiers d'embarcation jusqu'au crochet : 3,00 m	

Article	Annexe A - Référence	Critères d'évaluation technique obligatoires	Renvoi à la soumission
2		L'offre doit démontrer que le bossoir et le crochet d'échappement proposés pour le Zodiac 472 répondent aux critères suivants :	
	17.5.B B.1.4.a	(a) Mise à l'eau et récupération d'un Zodiac 472 avec une longueur de 4,7 m	
	17.5.B B.1.4.b	(b) Poids total du Zodiac : 854 kg	
	17.5.B B.1.4.c	(c) Charge de travail minimale admissible sur bossoir : 1 400 kg	
	17.5.B B.1.4.d	(d) Largeur maximale admissible du bossoir (largeur de pont disponible) : 3 m	
	17.5.B B.1.4.e	(e) Longueur maximale admissible du bossoir (longueur de pont disponible) : 4,7 m	
	17.5.B B.1.4.f	(f) Poids total maximal admissible du bossoir sans le Zodiac : 3 000 kg	
	17.5.B B.1.4.g	(g) Hauteur du pont au-dessus de la ligne de flottaison : 7,3 m	
	17.5.B B.1.4.h	(h) Course minimale des chutes de câble pour abaisser le Zodiac : hauteur du bossoir au-dessus du pont, plus hauteur du pont au-dessus de la ligne de flottaison (7,3 m), plus 4 m pour l'état de la mer	
	17.5.B B.1.4.i	(i) Hauteur minimale des cales d'embarcation jusqu'au crochet : 2,08 m	
3	17.5.C C.3	L'offre doit démontrer que les bossoirs proposés sont des bossoirs à un seul point de levage avec nacelle approuvés par une OR et conformes au chapitre III de la partie V de la Convention SOLAS.	
4		L'offre doit démontrer que chaque bossoir répond aux exigences ci-dessous :	
	17.5.C C.3.1	(a) Le concept répond aux exigences de manutention des Zodiacs (utilisation quotidienne) pour les embarcations énumérées ci-dessus aux points 17.5.B, B.1.3 et B.1.4 respectivement;	
	17.5.C C.3.2	(b) Le concept est en cours de production.	

Article	Annexe A - Référence	Critères d'évaluation technique obligatoires	Renvoi à la soumission
4 (suite)	17.5.C C.3.4	(c) La charge de travail admissible est supérieure au poids total indiqué pour les embarcations (Zodiacs) chargées avec leur équipage et des marchandises;	
	17.5.C C.3.5	(d) L'embarcation peut être mise à l'eau avec tout le personnel et l'équipement, lorsque le navire présente un angle d'assiette inférieur à 10° et un angle de gîte de 20°;	
	17.5.C C.3.6	(e) La conception doit permettre de stabiliser le Zodiac sur le pont des embarcations et l'empêcher de basculer en raison de l'état de la mer pendant la mise à l'eau et la récupération;	
	17.5.C C.3.7	(f) La conception offre une hauteur des cales jusqu'au crochet qui est supérieure à la distance entre l'anneau de la bride de levage et le fond du Zodiac;	
	17.5.C C.3.8	(g) Tous les composants principaux du bossoir doivent se trouver à l'intérieur de celui-ci (bossoir entièrement fermé);	
	17.5.C C.3.9	(h) Tous les composants, y compris les commandes du groupe hydraulique et l'embarcation arrimée, doivent respecter les longueurs, largeurs et poids maximaux admissibles énumérés ci-dessus dans les données sur l'équipement;	
	17.5.C C.3.10	(i) Un groupe hydraulique de 440 V c.a. doit être suffisant pour chacun des modes de fonctionnement;	
	17.5.C C.3.11	(j) Un accumulateur hydraulique doit être suffisant pour une seule mise à l'eau d'une embarcation en position d'arrimage, avec possibilité de mise à l'eau par gravité en cas d'urgence;	
	17.5.C C.3.12	(k) Tous les câbles doivent être des câbles en acier galvanisés antirratatoires;	
	17.5.C C.3.13	(l) Un dispositif de largage en charge (crochet délesteur) doit être installé;	
	17.5.C C.3.14	(m) Un dispositif de levage et d'abaissement par commande hydraulique avec commande de levage lent locale.	
	17.5.C C.3.15	(n) Les raccords hydrauliques doivent être fabriqués d'acier inoxydable 316 à l'épreuve de la corrosion.	

Article	Annexe A - Référence	Critères d'évaluation technique obligatoires	Renvoi à la soumission
4 (suite)	17.5.C C.3.16	(o) Le levage manuel est possible (en cas de panne hydraulique);	
	17.5.C C.3.17	(p) La récupération à haute vitesse est d'environ 48 mètres par minute et la conception offre un contrôle proportionnel des faibles vitesses jusqu'à l'atteinte d'une vitesse sécuritaire;	
	17.5.C C.3.18	(q) L'équipement peut fonctionner dans la plage de températures suivante (exigences minimales) : -20 degrés Celsius à + 50 degrés Celsius;	
	17.5.C C.3.19	(r) Certifié en vertu de la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS) de l'OMI;	
	17.5.C C.3.20	(s) Tous les raccordements électriques sont conformes à la norme 60529 IP66 de la CEI (les normes IP67 et NEMA 6 sont également acceptées);	
	17.5.C C.3.21	(t) L'équipement offre une fonction d'abaissement, de levage et d'arrêt d'urgence à distance;	
	17.5.C C.3.22	(u) Tous les moteurs sont équipés d'un système de chauffage anti-condensation;	
	17.5.C C.3.23	(v) L'équipement comprend des chutes de câble antigiratoires;	
	17.5.C C.3.24	(w) Les produits livrables doivent comprendre un support pour embarcation qui maintient de façon rigide l'embarcation sur sa quille lorsqu'elle est rangée.	
5	17.5.D D.4.1.b	L'offre doit comprendre des certificats d'approbation du type de bossoir pour les bossoirs proposés.	
6	17.5.C C.1	L'offre doit comprendre une preuve à l'effet que les fabricants d'équipement d'origine des bossoirs proposés disposent d'une certification valide conforme à la plus récente version de la norme ISO 9000.	
7	17.5.C C.3.3	L'offre doit comprendre trois (3) lettres de recommandation positives envoyées au fabricant d'équipement d'origine et datées depuis le 1 ^{er} janvier 2015. Ces lettres doivent provenir d'officiers de navires différents munis du bossoir proposé pour un Zodiac 753.	

Article	Annexe A - Référence	Critères d'évaluation technique obligatoires	Renvoi à la soumission
8	17.5.C C.3.3	L'offre doit comprendre trois (3) lettres de recommandation positives envoyées au fabricant d'équipement d'origine et datées depuis le 1 ^{er} janvier 2015. Ces lettres doivent provenir d'officiers de navires différents munis du bossoir proposé pour un Zodiac 472.	
9	17.5.C C.7.2	L'offre doit préciser si la garantie nécessite qu'un représentant détaché installe le groupe et le mette en service.	
10	17.5.D D.2.2	L'offre doit préciser si des essais doivent être réalisés lors de l'installation afin de bénéficier de la garantie relative à l'équipement, et doit fournir un plan pour ces essais.	

2. Les critères obligatoires seront seulement évalués sur la base de leur conformité ou de leur non-conformité.
3. Toute soumission qui ne satisfait pas à tous les critères obligatoires sera jugée non conforme et ne sera pas retenue.
4. Pour un critère donné, le soumissionnaire doit fournir tous les renseignements demandés afin de prouver qu'il le respecte et faire des renvois aux parties appropriées de la soumission où ces renseignements peuvent être trouvés.
5. Le Canada ne fera pas de suppositions dans le cas de réponses imprécises ou incomplètes. Le Canada n'évaluera que la documentation fournie dans le cadre de la soumission. Le Canada n'évaluera pas l'information tels les renvois à des adresses de sites Web où l'on peut trouver de l'information supplémentaire, ou les manuels ou les brochures techniques qui n'accompagnent pas la soumission.

ANNEXE « 1 » de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), en vertu de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'[Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)